

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE

COMITE TECHNIQUE DE SUIVI
DES PROGRAMMES ECONOMIQUES

PROJET FILETS SOCIAUX ADAPTATIFS ET
D'INCLUSION ÉCONOMIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

TECHNICAL FOLLOW UP
COMMITTEE
FOR ECONOMIC PROGRAMS

ADAPTIVE SAFETY NETS AND
ECONOMIC INCLUSION PROJECT

**AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°001/ASMI/
MINEPAT/CTS/PFS-AIE/UGP/2024 DU 04 JANVIER 2024 POUR LE
RECRUTEMENT DE VINGT-CINQ (25) OPERATEURS DE TERRAIN DANS LE
CADRE DU CYCLE 7 DES TRANSFERTS MONETAIRES ORDINAIRES ET DE
TREIZE (13) OPERATEURS DE TERRAIN DANS LE CADRE DE LA PHASE 6 DES
TRANSFERTS MONETAIRES D'URGENCE DU PROJET FILETS SOCIAUX
ADAPTATIFS ET D'INCLUSION ECONOMIQUE**

Financement : Crédit IDA N° 70480-CM

I. CONTEXTE GENERAL

Dans sa Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) pour la transformation structurelle et le développement inclusif, le Gouvernement s'est engagé à consolider les acquis de la protection sociale et élargir son champ au plus grand nombre de Camerounais, en intégrant progressivement l'ensemble des catégories sociales jusqu'ici en marge du système, à travers la réduction des inégalités sociales, les mesures de protection contre toutes les formes de vulnérabilité, la cohésion et l'inclusion sociales. Pour atteindre ces objectifs, il a articulé ses interventions autour : (i) de la sécurité sociale, (ii) des transferts sociaux et (iii) de l'action sociale.

Dans ce cadre, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre du Projet Filets Sociaux (PFS) jusqu'en décembre 2022. Le PFS constitue l'un des instruments phares de l'assistance sociale au Cameroun car les filets sociaux accordent des transferts monétaires ciblés aux ménages les plus pauvres. Lancé en 2013 auprès de 2.000 ménages bénéficiaires, le PFS a touché 375 500 ménages en 2022 soit environ 2.000.000 d'individus. Une évaluation du Projet a montré les impacts positifs de grande envergure des transferts monétaires sur les bénéficiaires et dans la communauté. Les filets sociaux ont des effets positifs à court terme et un impact positif à moyen terme sur les bénéficiaires et ils permettent au Gouvernement d'atteindre son objectif de réduction de la pauvreté.

Pour assurer la pérennisation des activités d'un tel Projet, le Gouvernement a mis sur pied, avec l'appui de la Banque mondiale, un nouveau Projet (le Projet Filets Sociaux Adaptatifs et Inclusion Économique (PFS-AIE)) qui a pour objectifs d'étendre la couverture et la capacité de la réponse aux chocs du système de filets sociaux aux ménages les plus vulnérables, d'une part et d'accroître l'accès aux opportunités de générer les revenus et de soutenir l'entrepreneuriat chez les jeunes des zones urbaines âgés de 18 à 35 ans, d'autre part.

Le PFS-AIE permettra ainsi : (i) de poursuivre les appuis aux ménages pauvres tels que cela s'est fait dans les trois programmes du PFS, dans l'ensemble des régions du pays, (ii) d'apporter des appuis aux jeunes travailleurs âgés de 18 à 35 ans, du secteur informel qui sont des « entrepreneurs de subsistance » qui travaillent dans les zones urbaines pour leur propre compte, par manque d'autres opportunités ou de compétences, (iii) d'apporter des appuis aux jeunes entrepreneurs âgés de 18 à 35 ans ayant des projets d'entreprise prometteurs dans des secteurs productifs ciblés et prioritaires pour le gouvernement, (iv) d'apporter un appui au développement du Registre Social Unifié du Cameroun (RESUC) dans l'optique de l'opérationnalisation d'un système d'information sociale soutenant les processus d'identification, d'enregistrement et d'évaluation des besoins et des conditions de la population pauvre et vulnérable et (v) de promouvoir le paiement électronique des transferts monétaires aux bénéficiaires du PFS-AIE.

Le PFS-AIE comprend 5 composantes à savoir : (i) Composante 1 « Projet filets sociaux adaptatifs », (ii) Composante 2 « Inclusion économique des jeunes et entrepreneuriat », (iii) Composante 3 « Systèmes numériques de prestation réactifs aux chocs », (iv) Composante 4 « Soutien à la gestion et à la coordination du Projet » et (v) Composante 5 « Composante de réponse d'urgence (CERC) ».

S'agissant de la Composante 1, elle a pour objectifs d'offrir un soutien au revenu des ménages afin de leur permettre : (i) d'améliorer leur consommation, (ii) de renforcer le développement de leur capital humain, (iii) de les encourager à investir dans les activités productives et (iv) d'augmenter leur résilience contre les chocs liés aux conflits et au climat. Elle poursuivra ainsi les appuis aux ménages pauvres tels que cela s'est fait dans les trois programmes du PFS en se basant sur l'expérience de ce Projet qui est mis en œuvre depuis 2013. Elle comprend trois sous-composantes : (i) la Sous-composante 1.1 « Transferts monétaires ordinaires (TMO) », (ii) la Sous-composante 1.2 « Transferts monétaires d'urgence (TMU) » et (iii) la Sous-composante 1.3 « Programme de travaux à haute intensité de main-d'œuvre (THIMO) ».

La Sous-composante TMO a pour objectif de soutenir l'expansion des TMO aux ménages vivant en situation de pauvreté chronique pour leur permettre d'accroître leur productivité. Elle est dotée des mesures d'accompagnement. Chaque ménage bénéficiaire perçoit pendant 24 mois, un montant total de transferts monétaires de 360.000 FCFA à raison de 20.000 FCFA tous les deux mois et 80.000 FCFA les 12ème et 24ème mois. Elle sera mise en œuvre à travers plusieurs cycles.

La Sous-composante TMU vise quant à elle à soutenir l'expansion des TMU aux ménages vivant en situation de pauvreté chronique afin de leur permettre de faire face aux problèmes liés à certains chocs tels que l'insécurité, les inondations, la sécheresse, l'afflux massif des personnes déplacées et des réfugiés. Chaque ménage bénéficiaire perçoit pendant 12 mois, un montant total de transferts monétaires de 180.000 FCFA à raison de 30.000 FCFA tous les deux mois. Elle sera mise en œuvre à travers plusieurs phases.

Pour assurer une mise en œuvre efficiente des activités de ces deux Sous-composantes sur le terrain, le Projet va s'appuyer sur les Opérateurs de terrain qui vont intervenir dans des zones précises.

Les présents termes de référence visent à guider et orienter le recrutement des Opérateurs de terrain du Cycle 7 des TMO et de la Phase 6 des TMU sur financement IDA.

II. ZONES D'INTERVENTION, MISSIONS ET PROFIL DE L'OPERATEUR DE TERRAIN

II-1. Zones d'intervention

Chaque Opérateur de terrain travaillera dans une commune bénéficiaire et sa zone d'intervention est constituée de l'ensemble des villages bénéficiaires de la commune. Pour le Cycle 7 des TMO et la Phase 6 des TMU sur financement IDA, les communes retenues sont les suivantes et les opérateurs de terrain sont repartis de la manière suivante :

Tableau 1 : Répartition des Opérateurs de terrain du Cycle C7 des TMO du financement IDA

Régions	Départements	Communes	Bénéficiaires	Opérateurs de Terrain
Adamaoua	Faro et Déo	1. Galim-Tignère	1 000	1
		2. Kontcha	1 000	1
	Mayo-Banyo	3. Mayo-Darlé	1 000	1
Est	Haut Nyong	4. Messamena	1 000	1
		5. Nguelemedouka	1 000	1
	Kadey	6. Mbang	1 000	1
		7. Nguelebok	1 000	1
Extrême-Nord	Mayo-Danay	8. Datcheka	1 000	1
		9. Guéré	1 000	1
		10. Wina	1 000	1
	Mayo-Kani	11. Touloum	1 500	2
	Mayo-Tsanaga	12. Soulédé-Roua	1 500	2
Nord	Bénoué	13. Dembo	1 000	1
		14. Pitoa	1 500	2
	Mayo-Louti	15. Beka	1 000	1

Sud	Mvila	16. Biwong Bané	1 000	1
		17. Efoulan	1 000	1
	Vallée du Niem	18. Olamze	1 000	1
Douala	Douala	19. Douala 4	1 500	2
Yaoundé	Yaoundé	20. Yaoundé 2	1 500	2
Cycle 7 des TMU			22/500	25

Tableau 2 : Répartition des Opérateurs de terrain de la phase 6 des TMU du financement IDA

Régions	Départements	Communes	Bénéficiaires	Opérateurs de Terrain
Extrême-Nord	Logone et Chari	1. Zina	1 000	1
	Logone et Chari	2. Kousseri	1 000	1
	Mayo-Danay	3. Maga	1 000	1
Est	Haut-Nyong	4. Doumaitang	1 000	1
	Kadey	5. Ndéléélé	1 000	1
Littoral	Moungo	6. Djombé-Penja	500	1
	Moungo	7. Mbanga	500	1
Ouest	Haut-Nkam	8. Kekem	500	1
	Koung-Khi	9. Pete-Bandjoun	500	1
	Ménoua	10. Penkam-Michel	500	1
	Ménoua	11. Dshang	1 000	1
	Ménoua	12. Fokoué	500	1
Yaoundé	Yaoundé	13. Yaoundé 2	1 000	1
Phase 6 des TMU			10 000	13

II-2 Fonctions et attributions

Sous l'autorité du Responsable régional et/ou du Point Focal, l'Opérateur de terrain est chargé de la supervision et de l'exécution du projet dans sa commune de compétence, en assurant le relais entre l'UGP et les structures locales mises en place pour le Projet. A ce titre, il suit les activités de mise en place et de mise en œuvre du projet dans sa commune d'intervention et adresse un rapport mensuel au Point focal ou au Responsable régional.

En matière de coordination :

- il est chargé de la coordination des activités de l'ensemble des Relais communautaires de sa commune de compétence ;
- il coordonne les travaux des Relais communautaires ;
- il adresse un rapport mensuel et trimestriel à l'UGP et au Responsable régional ;

Au niveau du ciblage des bénéficiaires, il :

- prend part aux rencontres avec les acteurs clés au niveau local pour la mise en place des instances participatives nécessaires au déroulement du Projet, notamment le Groupe de Travail Communal (GTC) ;
- prend part aux activités de ciblage des villages et des ménages bénéficiaires. Dans ce cadre, il organise la mise en place du Groupe Local de Ciblage (GLC) dans le cadre du forum qu'il organise dans chaque village bénéficiaire.
- réalise le ciblage des ménages potentiellement bénéficiaires dans une des communes bénéficiaires à l'exception de sa commune de travail,
- suit les activités de dénombrement des ménages et de la réalisation de l'enquête PMT dans sa commune de travail,
- organise l'enregistrement des bénéficiaires dans sa commune de travail qui comprend le préenregistrement et l'enregistrement proprement dit;

En ce qui concerne les paiements, il :

- participe au choix des lieux de paiements avec la contribution des bénéficiaires et à l'élaboration des calendriers de paiements ;

- assure l'information des bénéficiaires de chaque village bénéficiaire dont il a la charge avant chaque paiement ;
- distribue les cartes de Projet aux bénéficiaires
- assiste au paiement des bénéficiaires retenus dans chaque village et signe le procès-verbal de paiement au nom de l'UGP ;

Pour ce qui est de l'accompagnement, il :

- organise mensuellement les activités de sensibilisation relatives au changement de comportement dans le domaine du développement humain et de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) et les Exploitations et Abus Sexuels (EAS) et Harcèlement Sexuel (HS) ;
- contribue aux premiers soins psychologiques à apporter aux survivantes des VBG et EAS/HS ;
- produit et transmet au Responsable des activités de la lutte contre les VBG et EAS/HS de l'UGP, un Rapport périodique sur les VBG/EAS/HS ;
- anime des jeux avec les ménages bénéficiaires (qui présentent l'utilisation de l'argent reçu du Projet) pour primer ceux qui respectent les objectifs du Projet (Sanctions positives) ;
- organise les visites à domicile dans les ménages qui n'arrivent pas à respecter les objectifs du Projet, éventuellement en collaboration avec les Relais communautaires ;
- assiste aux autres activités d'accompagnement, notamment la formation et la sensibilisation réalisées par des consultants ou autres spécialistes ;

S'agissant de la gestion des plaintes, il :

- centralise les différentes plaintes provenant du GTC et des GLC, des bénéficiaires et de tout autre acteur de la société ;
- propose des solutions aux éventuels problèmes ou conflits qu'il peut résoudre à son niveau, en collaboration avec les communautés et les structures locales mises en place pour le Projet ;
- transmet les plaintes reçues et solutions proposées au Responsable régional ou au Point focal.

S'agissant des travaux d'utilité publique (TUP), il :

- organise le choix des TUP à réaliser par les bénéficiaires ;
- supervise la réalisation des TUP et rend compte au Point focal.

S'agissant du remplacement des bénéficiaires, il :

- collecte les informations sur les ménages de remplacement et les transfère au Point focal (au Régional dans le cas où il n'y a pas de Point Focal ou à l'UGP dans le cas où il n'y a pas de Régional) ;
- distribue les cartes de Projet aux ménages nouvellement enregistrés.

Par ailleurs, l'Opérateur de terrain facilite et si possible, participe aux activités menées par tout consultant dans sa commune de compétence.

II-3 Profil recherché

Les candidats au poste d'Opérateur de terrain devront justifier des qualifications et expériences suivantes :

- être titulaire d'un diplôme équivalent au moins au Baccalauréat ou avoir travaillé comme Opérateur de terrain au financement initial et/ou au financement additionnel avec satisfaction de l'UGP ;
- justifier d'une expérience d'au moins trois (3) ans dans la sensibilisation, la mobilisation sociale et l'animation des groupements ;
- Justifier d'une expérience d'au moins (03) ans en matière de filets sociaux ;
- avoir une expérience d'au moins (03) ans sur le ciblage des ménages pauvres
- justifier d'une grande capacité à séjourner dans les villages ;
- justifier d'une grande capacité et d'une volonté de travailler sur le terrain de manière continue et dans des conditions difficiles ;
- avoir d'excellentes connaissances des logiciels courants (Word, Excel, Power point, Internet...) ;
- avoir une très bonne maîtrise orale et écrite du français ;
- avoir une très bonne maîtrise d'une des langues majoritairement parlées dans la commune dans laquelle il compte se faire recruter ;
- avoir une bonne maîtrise (géographique et socioéconomique) de la commune dans laquelle il compte se faire recruter ;
- disposer d'excellentes compétences organisationnelles, y compris des capacités de faciliter la communication entre des équipes opérationnelles et techniques ;
- disposer des capacités de travailler indépendamment et sous pression ;
- avoir un permis B (**est un atout**) ;
- maîtriser la conduite de la moto sur terrain difficile (**est également un atout**).

III. MODALITES DE SELECTION DES OPERATEURS DE TERRAINS

Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants, 5^{ème} édition de septembre 2023 ».

IV. LIEU D'AFFECTATION

L'Opérateur de terrain va travailler dans tous les villages bénéficiaires de la commune de sa compétence. Il résidera obligatoirement dans le chef-lieu ou dans tout autre village de sa commune de compétence.

V. DUREE DU CONTRAT

Le contrat sera conclu pour une durée de deux (02) ans renouvelables pour les Opérateurs de terrain des TMO et d'un (01) an pour les Opérateurs de terrain des TMU, prenant en compte une période d'essai de 3 mois.

Les consultants intéressés peuvent retirer les Termes de Références tous les jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis **entre 8h et 16 heures à l'Unité de Gestion du Projet Filets Sociaux Adaptatifs et d'Inclusion Economique à Yaoundé, quartier Tsinga, Rue 1898, derrière le Palais des Congrès, face Clinique du Palais ; BP : 5838 Yaoundé (Cameroun); Email : projetfilets sociaux.aie@gmail.com**

VI. COMPOSITION DU DOSSIER

Les dossiers de manifestation d'intérêt comprenant une lettre de motivation, un curriculum vitae détaillé, des copies certifiées des diplômes et photocopies des attestations pour les déclarations figurant dans le CV doivent être déposés en **3 exemplaires (1 original et 2 copies)** à l'adresse ci-dessus citée, au plus tard **le vendredi 19 janvier 2023 à 13 heures** précises avec la mention :

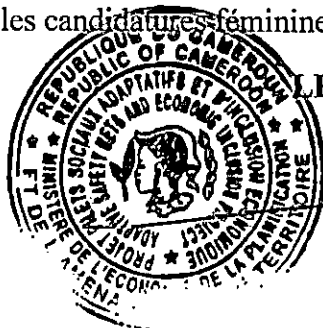
« AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°001/ASMI/ MINEPAT/CTS/PFS-AIE/UGP/2024 DU 04 JANVIER 2024 POUR LE RECRUTEMENT DE VINGT CINQ (25) OPERATEURS DE TERRAIN DANS LE CADRE DU CYCLE 7 DES TRANSFERTS MONETAIRES ORDINAIRES ET DE TREIZE (13) OPERATEURS DE TERRAIN DANS LE CADRE DE LA PHASE 6 DES TRANSFERTS MONETAIRES D'URGENCE DU PROJET FILETS SOCIAUX ADAPTATIFS ET D'INCLUSION ECONOMIQUE

**DOSSIER DE CANDIDATURE POUR LA COMMUNE DE
SOUS COMPOSANTE.....»**

Chaque consultant devra préciser la zone d'intervention pour laquelle il postule. Si un consultant postule pour plusieurs zones d'intervention, il devra déposer une manifestation d'intérêt pour chacune des zones. Le Projet se réserve le droit de choisir la commune dans laquelle il affectera un consultant qualifié pour plusieurs communes pour lesquelles il a postulé.

Seuls les candidats retenus sur la liste restreinte seront contactés pour la suite de la procédure.

NB : A compétences égales, les candidatures féminines seront privilégiées.



LE COORDONNATEUR NATIONAL

Njoh Michelin

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

COMITE TECHNIQUE DE SUIVI
DES PROGRAMMES ECONOMIQUES

PROJET FILETS SOCIAUX ADAPTATIFS ET
D'INCLUSION ÉCONOMIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

TECHNICAL FOLLOW UP COMMITTEE
FOR ECONOMIC PROGRAMS

ADAPTIVE SAFETY NETS AND
ECONOMIC INCLUSION PROJECT

NOTICE TO REQUEST EXPRESSIONS OF INTEREST N°001/ASMI/MINEPAT/CTS/PFS-AIE/UGP/2024 OF JANUARY 4, 2024 FOR THE RECRUITMENT OF TWENTY FIVE (25) FIELD OPERATORS WITHIN THE FRAMEWORK OF CYCLE 7 OF ORDINARY CASH TRANSFERS AND THIRTEEN (13) FIELD OPERATORS AS PART OF PHASE 6 OF EMERGENCY CASH TRANSFERS OF THE ADAPTIVE SAFETY NETS AND ECONOMIC INCLUSION PROJECT

Funding: IDA Credit No. 70480-CM

I. GENERAL CONTEXT

In its National Development Strategy 2020-2030 (SND30) for structural transformation and inclusive development, the Government is committed to consolidating the achievements of social protection and expanding its scope to the greatest number of Cameroonians, by gradually integrating the all social categories hitherto on the margins of the system, through the reduction of social inequalities, protective measures against all forms of vulnerability, social cohesion and inclusion. To achieve these objectives, it has articulated its interventions around: (i) social security, (ii) social transfers and (iii) social action.

In this context, the Government has continued the implementation of the Social Safety Nets Project (PFS) until December 2022. The PFS is one of the flagship instruments of social assistance in Cameroon because social safety nets grant targeted monetary transfers to the poorest households. Launched in 2013 with 2,000 beneficiary households, the PFS affected 375,500 households in 2022, i.e. approximately 2,000,000 individuals. An evaluation of the Project showed the far-reaching positive impacts of cash transfers on beneficiaries and in the community. Social safety nets have positive effects in the short term and a positive impact in the medium term on the beneficiaries and they enable the Government to achieve its poverty reduction objective.

To ensure the sustainability of the activities of such a Project, the Government has set up, with the support of the World Bank, a new Project (the Adaptive Safety Nets and Economic Inclusion Project (PFS-AIE)) whose objectives are to extend the coverage and capacity of the response to shocks of the social safety net system to the most vulnerable households, on the one hand and to increase access to opportunities to generate income and support entrepreneurship among young people urban areas aged 18 to 35, on the other hand.

The PFS-AIE will thus make it possible to: (i) continue supporting poor households as has been done in the three PFS programs, in all regions of the country, (ii) providing support to young workers aged 18 to 35, from the informal sector who are "subsistence entrepreneurs" who work in urban areas on their own account, for lack of other opportunities or skills, (iii) to provide support to young people entrepreneurs aged 18 to 35 with promising business projects in targeted and priority productive sectors for the government, (iv) to provide support for the development of the Unified Social Register of Cameroon (RESUC) with a view to operationalization of a social information system supporting the processes of identification, registration and assessment of the needs and conditions of the poor and vulnerable population and (v) promote the electronic payment of cash transfers to beneficiaries of the PFS-AIE.

The PFS-AIE comprises 5 components, namely: (i) Component 1 "Adaptive safety nets project", (ii) Component 2 "Youth economic inclusion and entrepreneurship", (iii) Component 3 "Shock-responsive digital delivery systems", (iv) Component 4 "Project Management and Coordination Support" and (v) Component 5 "Emergency Response Component (CERC)".

With regard to Component 1, its objectives are to provide income support to households in order to enable them: (i) to improve their consumption, (ii) to strengthen the development of their human capital, (iii) encourage them to invest in productive activities; and (iv) increase their resilience against conflict and climate-related shocks. It will thus continue to support poor households as has been done in the three PFS programs based on the experience of this Project which has been implemented since 2013. It comprises three sub-components: (i) the Sub-component 1.1 "Ordinary cash transfers (TMO)", (ii) Sub-component 1.2 "Emergency cash transfers (TMU)" and (iii) Sub-component 1.3 "Labour-intensive works program of work (THIMO)".

The TMO sub-component aims to support the expansion of TMOs to households living in chronic poverty to enable them to increase their productivity. It has accompanying measures. Each beneficiary household receives for 24 months, a total amount of cash transfers of 360,000 FCFA at the rate of 20,000 FCFA every two months and 80,000 FCFA for the 12th and 24th months. It will be implemented through several cycles.

The TMU Sub-component aims to support the expansion of TMUs to households living in chronic poverty in order to enable them to cope with problems related to certain shocks such as insecurity, floods, drought, massive influx of displaced persons and refugees. Each beneficiary household receives for 12 months, a total amount of cash transfers of 180,000 FCFA at the rate of 30,000 FCFA every two months. It will be implemented through several phases.

To ensure efficient implementation of the activities of these two Sub-components on the ground, the Project will rely on Field Operators who will intervene in specific areas.

These terms of reference aim to guide and direct the recruitment of Field Operators for Cycle 7 of the TMOs and Phase 6 of the TMUs with IDA financing.

II. AREAS OF INTERVENTION, MISSIONS AND PROFILE OF THE FIELD OPERATOR

II-1. Areas of intervention

Each Field Operator will work in a beneficiary municipality and its area of intervention is made up of all the beneficiary villages of the municipality. For Cycle 7 of the TMOs and Phase 6 of the TMUs with IDA financing, the municipalities selected are as follows and the field operators are distributed as follows:

Table 1: Distribution of Field Operators of the C7 Cycle of the TMOs of IDA financing

Regions	Départements	Municipalities	Households	Field Operators
Adamawa	Faro et Déo	1. Galim-Tignère	1 000	1
		2. Kontcha	1 000	1
	Mayo-Banyo	3. Mayo-Darlé	1 000	1
East	Haut Nyong	4. Messamena	1 000	1
		5. Nguelemedouka	1 000	1
	Kadey	6. Mbang	1 000	1
		7. Nguelebok	1 000	1
Far-North	Mayo-Danay	8. Datcheka	1 000	1
		9. Guéré	1 000	1
		10. Wina	1 000	1
	Mayo-Kani	11. Touloum	1 500	2
	Mayo-Tsanaga	12. Souledé-Roua	1 500	2
North	Bénoué	13. Dembo	1 000	1
		14. Pitoa	1 500	2
	Mayo-Louti	15. Beka	1 000	1
South	Mvila	16. Biwong Bané	1 000	1
		17. Efoulam	1 000	1
	Vallée du Niem	18. Olamze	1 000	1
Douala	Douala	19. Douala 4	1 500	2
Yaoundé	Yaoundé	20. Yaoundé 2	1 500	2
Cycle 7 des TMO			22 500	25

Table 2: Distribution of Field Operators of phase 6 of the TMUs of IDA financing

Régions	Départements	Communes	Bénéficiaires	Opérateurs de Terrain
Far- North	Logone et Chari	1. Zina	1 000	1
	Logone et Chari	2. Kousseri	1 000	1
	Mayo-Danay	3. Maga	1 000	1
East	Haut-Nyong	4. Doumaitang	1 000	1
	Kadey	5. Ndélélé	1 000	1
Littoral	Moungo	6. Djombé-Penja	500	1
	Moungo	7. Mbanga	500	1
West	Haut-Nkam	8. Kekem	500	1
	Koung-Khi	9. Pete-Bandjoun	500	1
	Ménoua	10. Penkam-Michel	500	1
	Ménoua	11. Dshang	1 000	1
	Ménoua	12. Fokoué	500	1
Yaoundé	Yaoundé	13. Yaoundé 2	1 000	1
Phase 6 des TMU			10 000	13

II-2 Functions and attributions

Under the authority of the Regional Manager and/or the Focal Point, the Field Operator is responsible for the supervision and execution of the project in his municipality of competence, by ensuring the relay between the PMU and the local structures put in place. in place for the Project. As such, he monitors the activities of setting up and implementing the project in his municipality of intervention and sends a monthly report to the Focal Point or the Regional Manager.

In terms of co-ordination:

- he is responsible for coordinating the activities of all community relays in his municipality;
- he coordinates the work of the Community Relays;
- he sends a monthly and quarterly report to the PMU and the Regional Manager;

In terms of targeting beneficiaries, he:

- takes part in meetings with key players at the local level for the establishment of the participatory bodies necessary for the progress of the Project, notably the Municipal Working Group (GTC);
- takes part in activities targeting villages and beneficiary households. In this context, it organizes the setting up of the Local Targeting Group (GLC) within the framework of the forum that it organizes in each beneficiary village.
- carries out the targeting of potential beneficiary households in one of the beneficiary municipalities with the exception of its work municipality,
- monitors the household counting activities and the implementation of the PMT survey in his/her working commune,
- organizes the registration of beneficiaries in his/her work commune, which includes pre-registration and actual registration;

With regard to payments, he:

- participates in the choice of payment locations with the contribution of beneficiaries and in the development of payment schedules;
- ensures the information of the beneficiaries of each beneficiary village for which he is responsible before each payment;
- distributes Project cards to beneficiaries
- attends the payment of the beneficiaries selected in each village and signs the payment report on behalf of the PMU;

As for Accompaniment of beneficiaries, he:

- organizes monthly awareness-raising activities relating to behavior change in the field of human development and the fight against Gender-Based Violence (GBV) and Sexual Exploitation and Abuse (SEA) and Sexual Harassment (SH);
- contributes to psychological first aid for GBV and SEA/SH survivors;

- produces and transmits to the Head of GBV and SEA/SH activities of the PMU, a Periodic Report on GBV/SEA/SH;
- animates games with the beneficiary households (which present the use of the money received from the Project) to reward those who respect the objectives of the Project (Positive sanctions);
- organizes home visits to households that fail to meet the Project's objectives, possibly in collaboration with Community Relays;
- assists with other support activities, in particular training and awareness-raising carried out by consultants or other specialists;

With regard to the management of complaints, he:

- centralizes the various complaints from the GTC and the GLCs, beneficiaries and any other actor in society;
- proposes solutions to any problems or conflicts that it can resolve at its level, in collaboration with the communities and the local structures set up for the Project;
- forwards complaints received and proposed solutions to the Regional Manager or Focal Point.

With regard to public utility works (TUP), he:

- organizes the choice of TUPs to be carried out by the beneficiaries;
- oversees the completion of TUPs and reports to the Focal Point.

Regarding the replacement of beneficiaries, he:

- collects information on replacement households and transfers he collects the informations on replacement of households and transfer it to the Focal Point (to the Regional if there is no Focal Point or to the PMU if there is no Regional);
- distributes Project cards to newly registered households.

In addition, the Field Operator facilitates and, if possible, participates in the activities carried out by any consultant in his municipality of competence.

II-3 Profile sought

Candidates for the position of Field Operator must demonstrate the following qualifications and experience:

- hold a diploma equivalent to at least a Baccalaureate or have worked as a Field Operator for the initial financing and/or additional financing with satisfaction from the PMU;
- justify an experience of at least three (3) years in sensitization, social mobilization and animation of groups;
- Justify an experience of at least (03) years in social safety nets;
- Justify an experience of at least (03) years on targeting poor households
- justify a great capacity to stay in the villages;
- demonstrate a great capacity and a willingness to work in the field continuously and in difficult conditions;
- have excellent knowledge of common software (Word, Excel, Power point, Internet, etc.);
- have a very good oral and written command of French;
- have a very good command of one of the languages mainly spoken in the municipality in which he intends to be recruited;
- have a good command (geographical and socio-economic) of the municipality in which he intends to be recruited;
- have excellent organizational skills, including the ability to facilitate communication between operational and technical teams;
- have the ability to work independently and under pressure;
- have a B license (an asset);
- proficiency in driving the motorcycle on difficult terrain (also an asset).

III.TERMS OF SELECTION OF FIELD OPERATORS

The consultant will be selected in accordance with the procedures defined in the "Procurement Regulations for IPF Borrowers, Procurement in the Investment Projects Financing, Goods, Works, Non -Consulting and Consulting services, 5th Edition, revised in September 2023".

IV. DUTY STATION

The Field Operator will work in all the beneficiary villages of the commune under his jurisdiction. He must reside in the capital or in any other village of his commune of competence.

V. DURATION OF THE CONTRACT

The contract will be concluded for a period of two (02) years renewable for TMO Field Operators and one (01) year for TMU Field Operators, taking into account a trial period of 3 months.

Interested consultants may withdraw the Terms of Reference every working day from the date of publication of this notice between 8 a.m. and 4 p.m. at the Management Unit of the Adaptive Safety Nets and Economic Inclusion Project in Yaoundé, Tsinga district, Rue 1898, behind the Palais des Congrès, opposite Clinique du Palais; BP: 5838 Yaoundé (Cameroon); E-mail : projetfilets sociaux.aie@gmail.com.

VI COMPOSITION OF THE FILE

The expression of interest files including a cover letter, a detailed curriculum vitae, certified copies of diplomas and photocopies of the certificates for the declarations appearing in the CV must be submitted in 3 copies (1 original and 2 copies) to the above-mentioned address, no later than Friday January 19, 2024 at 1 p.m. sharp with the mention:

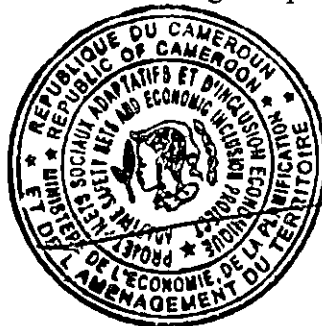
“NOTICE TO REQUEST EXPRESSIONS OF INTEREST N°001/ASMI/MINEPAT/CTS/PFS-AIE/UGP/2024 OF JANUARY 4, 2024, FOR THE RECRUITMENT OF TWENTY-FIVE (25) FIELD OPERATORS WITHIN THE FRAMEWORK OF CYCLE 7 OF ORDINARY TRANSFERS AND THIRTEEN (13) FIELD OPERATORS AS PART OF PHASE 6 OF EMERGENCY CASH TRANSFERS OF THE ADAPTIVE SAFETY NETS AND ECONOMIC INCLUSION PROJECT

**APPLICATION FILE FOR THE MUNICIPALITY OF
SUB-COMPONENT.....»**

Each consultant must specify the area of intervention for which he is applying. If a consultant applies for several areas of intervention, he must submit an expression of interest for each area. The Project reserves the right to choose the municipality in which it will assign a qualified consultant for several municipalities for which it has applied.

Only shortlisted candidates will be contacted for the rest of the procedure.

NB: With equal skills, female candidates will be given preference.



THE NATIONAL COORDINATOR

Njoh Michelin